



Délégation suisse  
près l'OCDE

Swiss\_  OECD\_Info

[> Contact](#)

[> Se désabonner](#)

[> A propos](#)

[> OCDE](#)

No. 32 / mai 2008

## Table des matières

1.	Réunion des ministres de l'environnement : prise de conscience globale	2
2.	Panorama des statistiques de l'OCDE 2008 : des réalités qui éclairent	3
3.	Fonds souverains : sensibilité accrue	3
4.	Coopération pour le développement, rapport 2007 : budgets plafonnés	4
5.	Impôts sur les salaires 2006-2007 : des retenues sur salaire qui font mal	5
6.	La Chine en perspective historique : sur le chemin de la reconquête	6
7.	Etudes économiques du Japon et de l'Allemagne : manque de concurrence	7
8.	Calendrier OCDE	8
9.	Publications à paraître	9

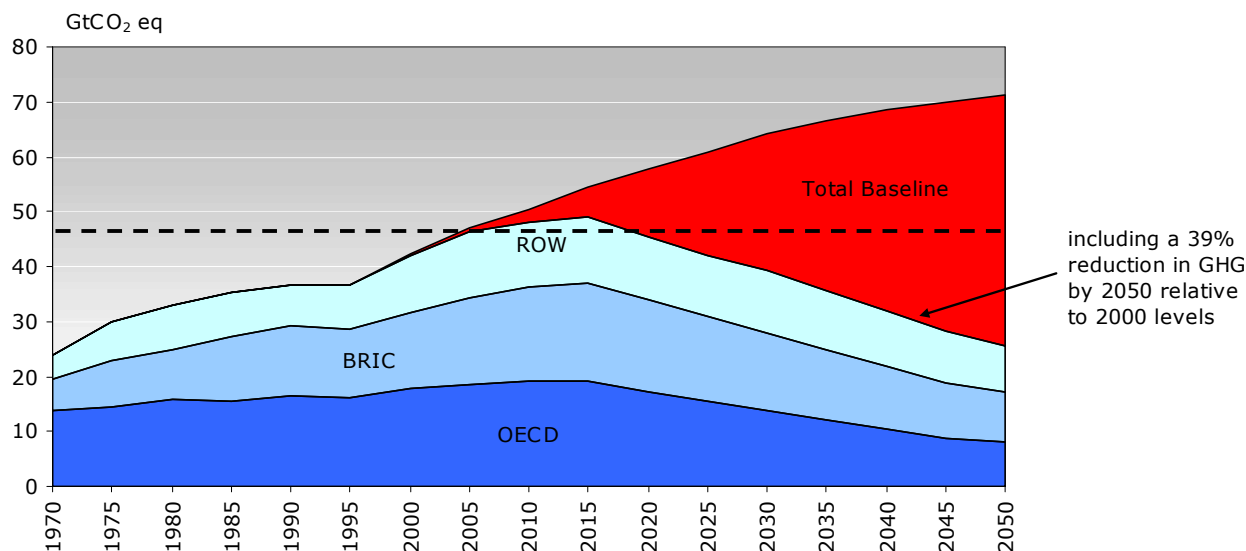
## 1. Réunion des ministres de l'environnement : prise de conscience globale

Les ministres de l'environnement de l'OCDE, des pays candidats à l'adhésion, Chili, Estonie, Israël et Slovénie et des importants pays émergents (Brésil, Chine, Indonésie et Afrique du Sud) se sont retrouvés les 28-29 avril à Paris pour la conférence intitulée [«Environnement et compétitivité mondiale»](#). La Suisse a été représentée par le directeur de l'Office fédéral de l'environnement Bruno Oberle. Le récent rapport de l'OCDE sur les [«Perspectives de l'environnement à l'horizon 2030»](#) était au centre des discussions. Ce rapport préconise une action urgente dans les domaines de la biodiversité, de la rareté de l'eau, de la qualité de l'air et surtout du changement climatique. En 2030, les coûts des actions recommandées devraient frôler 1% du PIB, ce qui équivaut à une diminution de la croissance annuelle du PIB de 0.03%. A l'exception des Etats-Unis, ce rapport a été bien accueilli.

derniers 150 ans. Selon l'Afrique du Sud, il est «politiquement impensable» de renoncer à la croissance économique alors que l'Europe maintient ses émissions de CO<sub>2</sub> sur un niveau élevé et que les Etats-Unis ne s'engagent pas à réduire leurs émissions.

Le sujet «compétitivité, éco-innovation et changement climatique» a donné lieu à un débat très animé au cours duquel l'Allemagne, la France et les plus petits pays européens se sont prononcés en faveur de standards plus contraignants afin de promouvoir les nouvelles technologies et une meilleure efficacité. Les Etats-Unis s'opposaient avec véhémence à l'intervention de l'Etat dans l'économie. La majorité des ministres ont cependant rejeté la position américaine selon laquelle des lois environnementales plus restrictives portent préjudice à l'économie et causent le départ des industries les plus polluantes (*carbon leakage*). Les ré-

**Total Global Greenhouse Gas Emissions (by region), 1970-2050**



La coopération des pays de l'OCDE avec les pays émergents sur les questions environnementales était un autre temps fort de la conférence. Une fois de plus, ces derniers ont refusé de limiter leur croissance afin de compenser les dommages environnementaux causés par les pays de l'OCDE au cours des

sultats de la conférence enrichiront tant la [conférence ministérielle](#) de juin (thème clé : le changement climatique) que les débats au sommet du G8 à Hokkaido en juillet. [Résumé des présidents](#)

> [Table des matières](#)

## 2. Panorama des statistiques de l'OCDE 2008 : des réalités qui éclairent

Depuis 2005, l'OCDE publie chaque année le «*Factbook*» qui présente un survol des principaux indicateurs statistiques des pays membres. La dernière édition inclut également des données sur les cinq pays en voie d'adhésion (Chili, Estonie, Israël, Russie et Slovaquie), ainsi que sur les plus importants pays émergents (Brésil, Chine, Inde et Afrique du Sud).

Cette publication compare des domaines aussi variés que les politiques économiques, commerciales et d'investissement, en passant par l'éducation, la santé, l'énergie et l'environnement. Toutes les statistiques sont disponibles sur Internet.

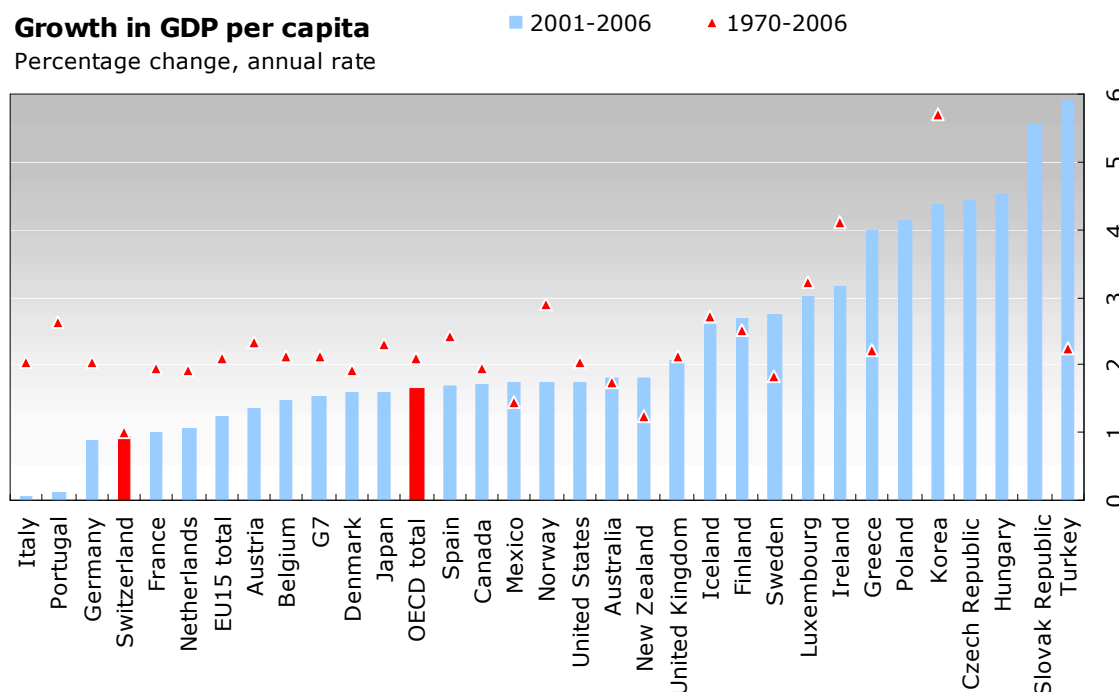
La publication de cette année se focalise sur le thème de la productivité, clé de la compétitivité et de la croissance économique. Le *Factbook* compare le taux d'efficacité de

l'utilisation du capital et du travail dans les pays membres. En moyenne, ce taux a augmenté de 2% par an pendant la décennie passée, avec d'importantes disparités régionales: peu ou pas de croissance de la productivité en Italie, au Mexique et au Portugal, et des pics de croissance pouvant aller jusqu'à 7.5% par an en Slovaquie en 2002. Quant à la Suisse, elle a retrouvé le chemin de la croissance depuis 2004. Celle-ci reste toutefois faible et en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, tout comme la croissance du revenu par habitant. L'étude donne un avertissement aux mauvais élèves de ce classement en citant l'économiste américain Paul Krugman : *Productivity isn't everything, but in the long run it is almost everything.*

[>Table des matières](#)

### Growth in GDP per capita

Percentage change, annual rate



## 3. Fonds souverains : sensibilité accrue

L'ampleur des investissements opérés par les fonds souverains d'Asie et du Proche Orient dans la zone OCDE suscitent un certain malaise auprès des gouvernements des pays OCDE. Ces derniers craignent l'influence étrangère dans des secteurs critiques (défense, énergie) et dénoncent le manque de transparence ainsi que le système de gestion

des fonds souverains. Certains pays OCDE ont l'intention de soumettre à un contrôle plus strict les investissements des fonds souverains. Ainsi, le risque existe que le climat des investissements transfrontaliers ne subisse une détérioration générale. La situation internationale des marchés financiers place les fonds souverains sous un nouveau jour.

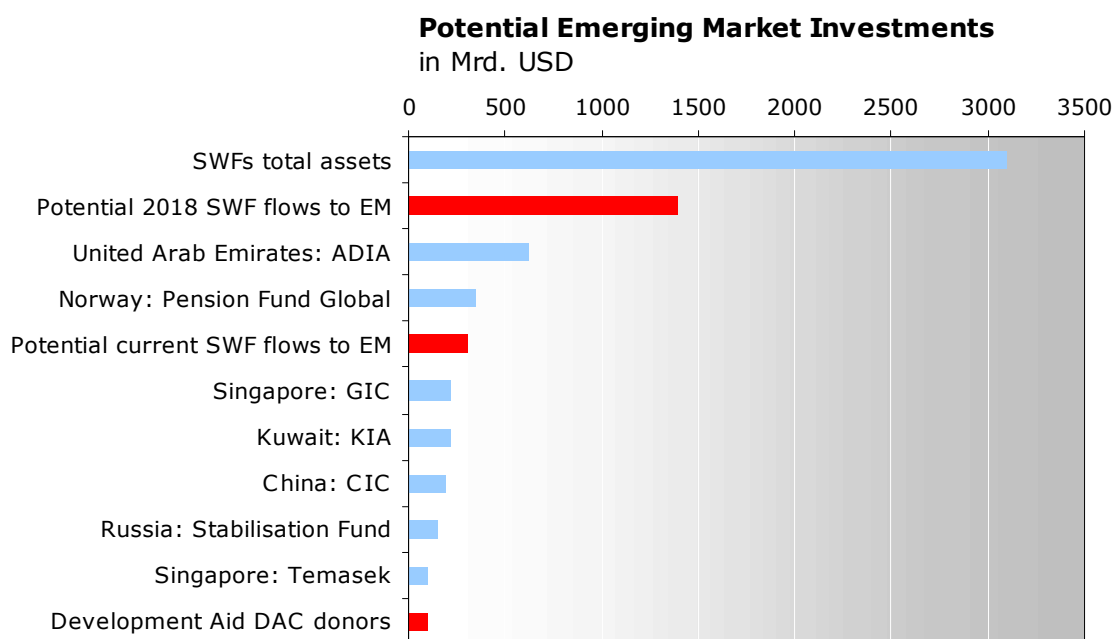
Les contributions apportées par les fonds souverains à la recapitalisation d'institutions financières renommées a montré l'importance essentielle, voire capitale, de ces fonds.

Le 31 mars 2008, l'OCDE a organisé – en collaboration avec le FMI et la ville de Londres – une [conférence](#) à Londres. Réunissant les Membres de l'OCDE et les représentants des fonds souverains, cette rencontre avait pour but de rétablir la confiance mutuelle. La conférence ministérielle de l'OCDE en juin 2008 devrait adopter une déclaration allant dans ce sens. Cette déclaration mettra l'accent sur l'importance d'éviter d'inutiles mesures de restrictions afin de permettre la plus grande liberté d'investissement sur les marchés. Le maintien de la sécurité nationale devrait rester possible, moyennant le respect de certaines conditions.

Les fonds souverains ont jusqu'ici capté l'attention dans les pays de l'OCDE, alors que les investissements faits par ces fonds dans les pays en développement et émergents

suscitent un intérêt plus limité. A long terme, les fonds souverains visant des hauts rendements agiront dans les pays émergents, et non pas dans la zone OCDE. Le fonds souverain singapourien Temasek investit déjà 40% de son portefeuille dans les pays émergents asiatiques. L'OCDE estime que les capitaux actuellement gérés par les fonds souverains dépassent la barre des 3000 milliards de dollars, ce qui représente environ 2% du capital mondial estimé. Les excédents commerciaux de la Chine et la hausse du prix du pétrole vont augmenter la valeur des fonds souverains à 12'000-15'000 milliards de dollars d'ici 2015. Si, par hypothèse, 10% de ces valeurs étaient investis dans les pays en développement, cette démarche va apporter une contribution plus importante que toute l'aide publique au développement (APD) de l'OCDE, même si l'affectation et les buts ne seraient pas les mêmes dans les deux cas de figure.

[>Table des matières](#)

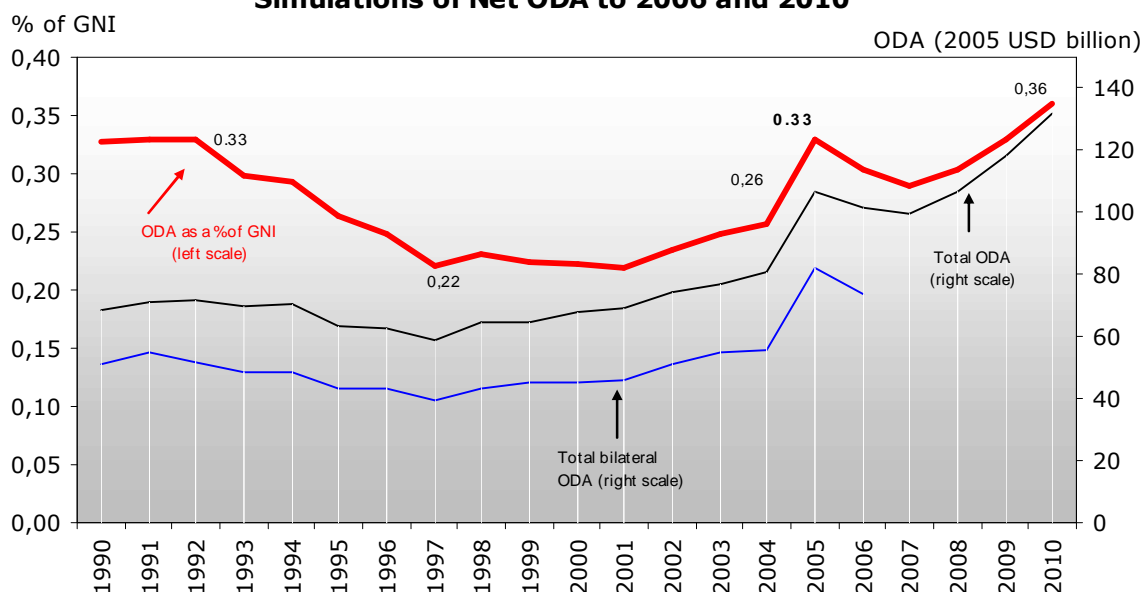


#### 4. **Coopération pour le développement, rapport 2007 : budgets plafonnés**

En avril de chaque année, l'OCDE publie les [Statistiques sur l'aide publique au développement \(APD\)](#) des 22 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. En 2007, ces pays ont alloué 103.7 milliards de dollars à la coopération au déve-

loppement. En comparaison avec l'année 2006, cela représente une baisse de 8 milliards de dollars ou de 8.4%. Ce résultat est principalement dû à la « normalisation » des actions d'annulation de la dette, notamment en raison des remises importantes concédées

### DAC Members' net ODA 1990-2005 and DAC Secretariat Simulations of Net ODA to 2006 and 2010



au Nigeria et à l'Irak l'année dernière. En faisant abstraction du désendettement, l'aide au développement a en effet progressé de 2.4%, ce qui demeure toujours loin de l'objectif formulé par l'UE de 0.51% du PNB en 2010.

Des grandes disparités existent entre les membres du CAD. Des hausses importantes sont à signaler en Irlande (+4.6%), en Allemagne (+5.9%), en Autriche (+7.6%) ainsi qu'en Espagne (+33.8%). L'APD de la Suisse manifeste un recul (-3%), même si moins important qu'en Belgique (-11.2%), en France (-15.1%), au Royaume-Uni (-29%) ou au Japon (-30.1%). Ainsi, le pourcentage de l'APD suisse de 0.39% du PNB (2006) diminue à 0.37% (2007).

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a lui-même qualifié les chiffres de l'année 2007 de « décevants ». Plusieurs donateurs ayant publiquement promis une augmentation afin d'atteindre le 0.7% du PNB en sont restés au stade des promesses. Dans un contexte caractérisé par des tensions internes concernant l'affectation des ressources budgétaires étatiques (croissance des coûts des prestations sociales et des assurances maladie), il n'est pas facile, même pour les gouvernements les plus intentionnés, d'augmenter la part consacrée à l'APD. Dépassant depuis des années le 0.7% du PNB, sans pourtant connaître une trop forte opposition interne, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède continuent à montrer l'exemple en la matière.

[> Table des matières](#)

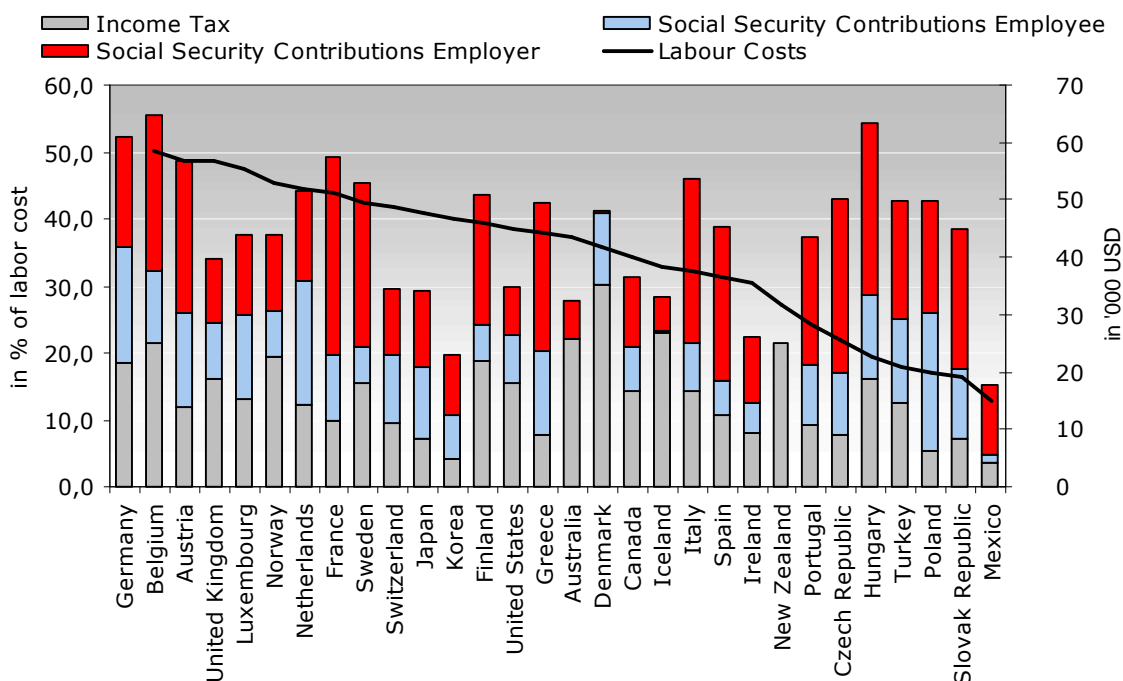
## 5. Impôts sur les salaires 2006-2007 : des retenues sur salaire qui font mal

La partie restante du salaire, déduction faite des impôts et des contributions sociales - avec une prise en compte de la contribution versée par l'employeur - varie beaucoup d'un pays à l'autre.

Entre 2000 et 2006, ce «*tax wedge*» ou coin fiscal (selon la qualification donnée dans la zone OCDE) a légèrement baissé pour la plupart des niveaux de rémunération au sein des

pays OCDE. Néanmoins, au cours de cette même période, le coin fiscal a aussi progressé pour de nombreux salariés du moment que les salaires ont fortement augmenté dans beaucoup de pays, entraînant ainsi le passage dans des tranches d'imposition supérieures. De manière générale, les réformes fiscales ont surtout avantagé les bas salaires, même si, dans certains pays, ce sont les contribuables les plus aisés qui en ont profité

### Income Tax plus Employees' and Employers' Social Security Contributions



(notamment aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne, en Norvège et au Luxembourg). L'étude constate aussi que les personnes disposant de bas salaires peuvent être amenés à payer plus d'impôts si les allègements fiscaux ciblés ne tiennent pas compte de l'inflation. Cette pression fiscale sous-jacente est observée avec beaucoup d'attention dans les pays connaissant une forte augmentation du salaire ayant un effet progressif.

En 2007, les coïns fiscaux pour un célibataire dont la rémunération est égale à la moyenne nationale étaient par exemple les plus élevés en Allemagne, en Hongrie et en Belgique (plus que 50%), et les plus faibles en Corée et au Mexique (en dessous de 20%). Pour un

couple marié à salaire unique ayant deux enfants et dont la rémunération est égale à la moyenne, la charge fiscale était la plus élevée en Grèce, en Hongrie et en Turquie, alors qu'elle était la plus faible en Irlande, en Islande et en Nouvelle Zélande. La Suisse, avec un *tax wedge* de 30%, est considérée comme « avantageuse ». Ainsi que cela est toujours le cas dans ce type de statistiques, les primes de la caisse maladie ne sont pas comprises, dans la mesure où elles sont indépendantes du niveau de salaire. Si elles étaient prises en considération, la Suisse se retrouverait dans la haute – et mauvaise – tranche.

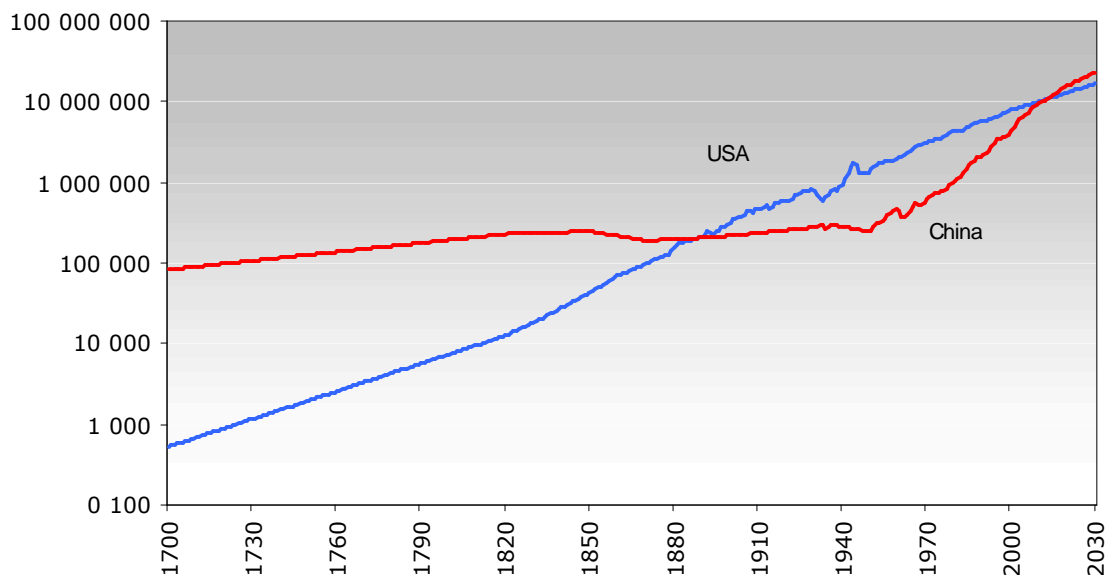
[>Table des matières](#)

## 6. La Chine en perspective historique : sur le chemin de la reconquête

Peu de publications de l'OCDE sont consacrées à l'histoire économique, et pourtant l'analyse de l'économie chinoise sur 1'000 ans permet de tirer d'intéressants enseignements pour le futur. Présentée à Beijing en mars dernier par le Secrétaire Général de l'OCDE, Angel Gurría, la nouvelle édition de [«L'économie chinoise – une perspective historique: 960-2030»](#) s'appuie sur une solide base statistique pour retracer le parcours de la Chine et de l'économie mondiale au cours du dernier millénaire. L'auteur Angus Maddison ([«The Millennium Perspective»](#)) montre que ce qui apparaît aujourd'hui comme l'émergence économi-

que de la Chine s'apparente plutôt à une renaissance : si la Chine est probablement en passe de devenir la première économie du monde, c'est une place qu'elle a déjà occupée il y a un peu plus d'un siècle. Grâce à des politiques efficaces, le revenu par habitant chinois a progressé de 6.6% entre 1978 et 2003, soit plus vite que dans n'importe quel autre pays d'Asie, bien mieux qu'aux Etats-Unis et en Europe occidentale (1.8%) et quatre fois plus vite que la moyenne mondiale. La contribution de la Chine au PIB mondial est passée, durant la même période, de 5% à 15%. La Chine est devenue la deuxième

### GDP Levels of China and USA, 1700 - 2030 (international 1990 Mio. USD)



puissance économique mondiale, derrière les Etats-Unis. En se basant sur une hypothèse prudente de croissance entre 2003 et 2030, l'étude estime que la Chine devrait devenir la première économie du monde en termes de PIB autour de 2015. En 2030, elle devrait

représenter un quart du PIB mondial. Il est, dès lors, évident que l'impact de ce pays sur l'économie mondiale va encore s'accroître dans les années à venir, et son influence géostratégique gagner en importance.

[> Table des matières](#)

## 7. Etudes économiques du Japon et de l'Allemagne : manque de concurrence

L'économie japonaise connaît la plus longue phase d'expansion de l'après-guerre ([«Etude économique du Japon 2008»](#)). Au cours de la longue période de stagnation (1992-2002), le produit *par habitant* était tombé de la 5<sup>ème</sup> à la 19<sup>ème</sup> place des pays de l'OCDE. Les prévisions indiquent une croissance de 1.5% à 2% dans les deux prochaines années. Les principaux facteurs de cette reprise économique sont la forte croissance des exportations dans les pays asiatiques et les biens d'investissement. La consommation domestique demeure en revanche derrière les taux de croissance et la pression provenant de la déflation ne se relâche que lentement. Dès lors, l'OCDE recommande de relever l'actuel taux d'intérêt de référence de 0.5% uniquement dès que les taux d'inflation grimperont de manière significative.

Si l'important déficit budgétaire de 8.2% du PIB de 2002 a été ramené à seulement 4% en 2007, il n'en demeure pas moins que la dette publique totale a atteint, durant cette même période, le 180% du PIB. A moyen

terme, cette situation affectera l'épargne des ménages. Selon l'OCDE, des économies pourront être réalisées dans le domaine des investissements dans l'infrastructure publique. L'OCDE plaide aussi en faveur d'un élargissement de l'assise fiscale. Seul un tiers des entreprises sont aujourd'hui soumises aux impôts et la moitié des salaires en demeure exempté. Une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée pourrait vraisemblablement générer davantage de recettes, et améliorer ainsi l'efficacité du système fiscal, ce qui permettrait aussi de stimuler la croissance.

D'ailleurs, le Japon connaît l'un des taux les plus bas de la zone OCDE pour ce qui est de la participation des femmes à la vie professionnelle ainsi qu'une politique particulièrement restrictive en matière d'immigration. Le manque de concurrence et la possible augmentation de productivité sur le marché interne qui lui est lié (domaines de l'énergie et des transports) indiquent qu'un important potentiel de croissance reste à exploiter.

\* \* \*

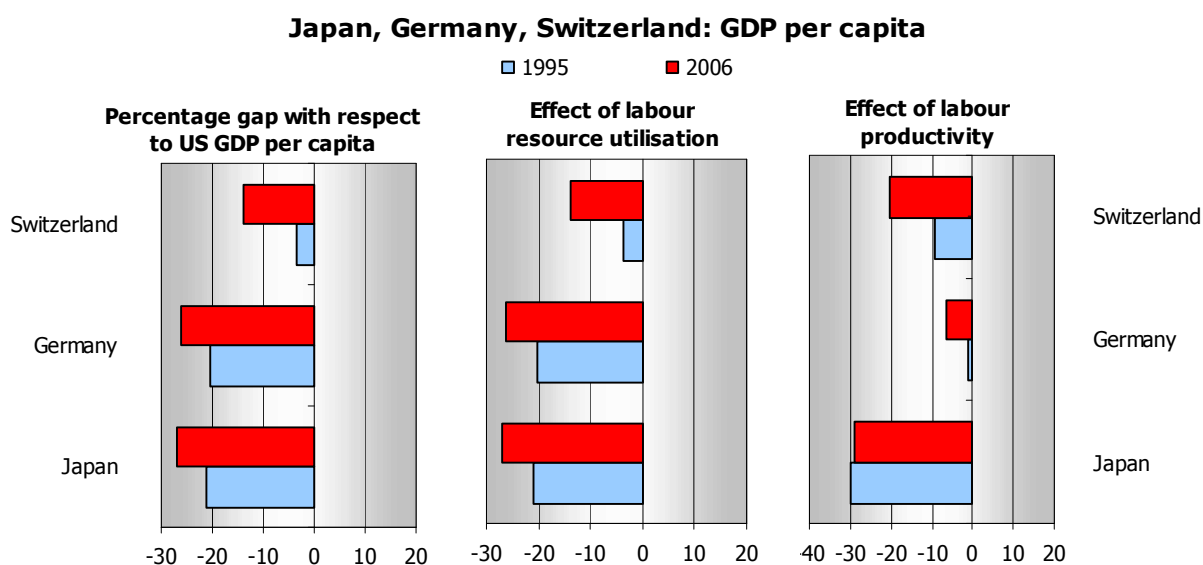
Après une longue phase de stagnation économique, l'Allemagne connaît en 2007 une forte reprise ([«Etude économique de l'Allemagne 2008»](#)). La solidité des bilans des entreprises et les profits réalisés, avec un budget de l'Etat à peu près équilibré, permettent de garantir une continuation sur cette voie. Les réformes en particulier concernant le marché du travail et son niveau de réglementation trop rigide, ont permis d'augmenter le potentiel de croissance.

Néanmoins, selon l'OCDE, les réformes entamées à ce jour ne seraient pas suffisantes pour assurer une croissance économique importante sur le long terme. En comparaison avec d'autres pays, le nombre d'heures de travail demeure faible en Allemagne, comme au Japon. Cela est principalement dû au faible niveau de participation des femmes au

marché du travail, un bilan qui s'explique par les lacunes du système fiscal ainsi que par le manque de structures de soutien à la petite enfance. L'OCDE recommande ainsi une modification de l'imposition des personnes physiques et l'introduction d'un système de bons pour l'accueil des enfants.

Comme au Japon, plus de concurrence dans les domaines de l'électricité et du gaz et dans le secteur des transports ferroviaires ainsi qu'une meilleure performance de la formation pourraient faire augmenter la productivité. Dans les domaines de l'énergie et des transports ferroviaires, l'OCDE recommande, comme d'ailleurs dans d'autres pays, une déconnexion entre infrastructures et utilisation. Dans le domaine de l'éducation, les élèves devraient disposer de plus d'autonomie et de créativité.

[>Table des matières](#)



## 8. Calendrier OCDE

- ❖ Forum de l'OCDE : [«Changement climatique, croissance, stabilité»](#). Paris, 3-4 juin 2008
- ❖ Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres : [«Ouverture, réformes et économie du changement climatique»](#). Paris, 4-5 juin 2008
- ❖ Réunion ministérielle de l'OCDE : [«Le futur de l'économie Internet»](#). Seoul, Corée, 17-18 juin 2008

[>Table des matières](#)



---

## 9. Publications à paraître

- ❖ Economic Aspects of Adaptation to Climate Change : Costs, Benefits and Policy Instruments. 28 mai 2008
- ❖ Agricultural Outlook 2008 (publication de l'OCDE et de la FAO). 29 mai 2008
- ❖ OECD Economic Outlook. 4 juin 2008

[> Table des matières](#)

---

Swiss\_OECD\_Info est une publication de la Délégation suisse près l'OCDE, qui paraît cinq fois par an. Les rédacteurs de ce numéro sont: Stefan Flückiger, Johannes Schneider, Melanie Rüegg; Contributions de l'Ambassadeur Eric Martin, Robert Müller, Dominique Jordan, Anton Stadler, Mirko Zambelli.